

LE RISQUE POLITIQUE

Senior Lecturer Rodica PRIPOAIE, PhD
Université „Danubius” Galați

Abstract: *Les analyses de risque politique visent à évaluer et à prévoir la capacité des pays à faire face à leurs échéances financières. Ces analyses sont très utiles aux exportateurs pour connaître les délais de paiement, les possibilités d'échange des devises et pour prendre des mesures de couverture des importations. Les entreprises doivent connaître le risque politique des pays pour décider d'investir ou non. Le risque politique est établi des organismes externes à la base d'analyses multicritères.*

Mots clés: *risque politique, macro risque, micro risque, risque d'insolvabilité d'un pays endetté.*

Jel Classification: *G - Financial Economics, G3 - Corporate Finance and Governance, G32 - Financing Policy, Financial Risk and Risk Management, Capital and Ownership Structure*

Introduction

Le risque politique représente le risque que des changements politiques apparaissent dans un pays, lesquels peuvent entraîner d'importantes conséquences défavorables pour les entreprises étrangères remplacés dans ce pays, ainsi que le bon déroulement des opérations commerciales financières effectuées avec ce pays. Le risque politique est difficile à prévoir et à évaluer. Pour les entreprises exportatrices, le risque politique représente le risque de non recouvrement des créances commerciales détenues sur un importateur étranger, du fait de mesures adoptées par le gouvernement, soit le risque de fermeture du marché pour raisons politiques.

Les formes du risque politique

Les entreprises multinationales peuvent se confronter avec deux catégories de risque politique:

1. **le risque politique** ou **risque-pays**, qui menace la pérennité des investissements directs et indirects dans un pays, effectués par des sociétés multinationales à l'étranger;

2. **le risque administratif**, qui découle de mesures gouvernementales pour limiter la liberté des entreprises multinationales.

1. **Le risque politique** peut varier selon les pays et la nature des activités des filiales étrangères, ou les opérations engagées, ainsi, on peut distinguer:

- a. Le macro risque ou le risque-pays;
- b. Le micro-risque ou le risque politique d'un secteur d'activité;
- c. Le risque politique des projets;
- d. Le risque d'insolvabilité d'un pays endetté.

a) **Le macro risque ou le risque-pays** représente une hostilité envers les investissements étrangers dans une période de crise, à cause de l'instabilité politique, économique et sociale d'un pays. Les formes de manifestation de macro risque ou le risque-pays sont : nationalisations ou expropriations avec indemnité ou non, et la restructuration de la dette ou l'annulation de contrats.

b) **Le micro risque ou le risque politique d'un secteur d'activité** se rencontre dans le secteur pétrolier, minier, bancaire ou dans le secteur des assurances.

c) **Le risque politique des projets** représente le risque qui menace la pérennité des investissements directs et indirects dans un pays, effectué par des sociétés multinationales à l'étranger. Si ces projets représentent pour ce pays des recettes budgétaires importantes, la crainte d'une dépendance vis-à-vis de l'entreprise étrangère peut conduire à adopter des mesures administratives plus coercitives, voire de non-paiement.

d) **Le risque d'insolvabilité d'un pays surendetté** concerne l'incapacité d'un pays à assurer le service de ses dettes, c'est-à-dire le remboursement du principal ainsi que le paiement des intérêts.

2. **Le risque administratif** se référant aux mesures restrictives adoptées par un gouvernement à l'égard des entreprises étrangères à cause des difficultés économiques intérieures, soit lorsque la balance des paiements est déséquilibrée, soit pour avoir un certain contrôle sur les investissements étrangers.

Ces mesures restrictives sont très diverses pour équilibrer la balance des paiements, ainsi: restrictions des sorties de capitaux (limitations de rapatriement des dividendes, des bénéfices, etc.), des restrictions des importations, surtaxes des importations), contrôle des prix, et autres.

Toutes ces mesures restrictives peuvent être adoptées pour une durée limitée, afin de résoudre un déficit conjoncturel de la balance des paiements, mais elles peuvent être également durables.

Pour avoir un certain contrôle sur les investissements étrangers, les mesures restrictives peuvent être: contrôle des investissements, obligations de réinvestir sur place une partie des bénéfices, contrôle des projets et obligations d'intégrer des produits locaux pour favoriser l'industrie locale.

L'évaluation du risque politique

L'évaluation du risque politique peut être réalisée soit au sein de l'entreprise, soit par des consultants extérieurs, soit par des organismes spécialisés. Pour les investissements importants, les entreprises font appel à des organismes spécialisés. Les méthodes de prévision du risque politique sont: soit par indices de risque, soit par scénarios, soit l'approche sociologique.

La méthode par indices de risque, en appelle à une liste de variables-clés caractéristiques de la situation économique et politique du pays, qui sont pondérées avec un coefficient de pondération, obtenant plusieurs indices de risques avec des variables différents, ainsi: Standard & Poor's Ratings Group, Moody's Investissements Service, Fitch – I. B. C. A., Euromonnaie Business Environnement Risque Index, l'Economiste Intelligence Unit et Politique Risque Service Group.

La table no.1 – Les classes de risque politique par Standard & Poor's

Long terme	Courte terme
AAA - A+	A-1+
A+ - A-	A-1
A - BBB	A-2
BBB - BBB-	A-3
BB+ - BB-	B
B+ - C	C
D	D

La source: Tudoriu, T., *Le risque-pays*, Bucarest, Editura Lucretius, 1999.

La table no.2 – Les classes de risque politique par E. I. U.

Pointage	Les classes de risque
0-20	A
20-40	B
40-60	C
60-80	D
80-100	E

La source: Tudoriu, T., *Le risque-pays*, Editura Lucretius, Bucarest, 1999.

La méthode par scénarios de prévision du risque politique, analyse des caractéristiques économiques, politiques et sociales d'un pays, puis recherche et définit plusieurs scénarios possibles du pays pour un horizon défini et en appelle à la théorie *minimax*, c'est-à-dire à rendre minimale la perte maximale.

La méthode sociologique de prévision du risque politique analyse des facteurs socio-politiques et culturels, qui peut déstabiliser un pays. Cette approche

utilise soit une analyse statistique, soit une analyse par segmentation dynamique des groupements, d'un point de vue politique, sociale et économique. Cette méthode permet de prévoir le risque politique et de choisir entre divers pays pour un projet d'investissements à l'étranger.

Conclusions

Les analyses de risque politique visent à évaluer et à prévoir la capacité des pays à faire face à leurs échéances financières. Ces analyses sont très utiles aux exportateurs pour connaître les délais de paiement, les possibilités d'échange des devises et pour prendre des mesures de couverture des importations. Les entreprises doivent connaître le risque politique des pays pour décider d'investir ou non. Le risque politique est établi par des organismes externes à la base d'analyses multicritères. Si le risque politique est considéré trop élevé, le projet d'investissements à l'étranger sera rejeté, et invers.

Bibliographie:

1. Dudian, M., *Evaluation du risque-pays*, București, Editura All Beck, 2000;
2. Paranque, B, Rivaud-Danset, D, Salais, R., *Evaluation de la performance et maîtrise du risque des entreprises industrielles françaises*, Revue Internationale PME, Volume 10, 1997;
3. Tudoriu, T., *Le risque-pays*, București, Editura Lucretius, 1999;
4. *** Political Risk Service – *A Business Guide to Political Risk*, New York, 1999;
5. *** P.R.S. Group, *International Country Risk Guide*, New York, 1999;
6. ***, *Standard & Poor's Ratings Hand book*, New York, 1996, Standard & Poor's Corps., vol.5, no.10, 1996.